

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 GLISY

Lille, le 24 AVRIL 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PROCTER et GAMBLE AMIENS**

Rue André Durouchez  
BP 1336  
80000 Amiens

Références : 2023-E30038  
Code AIOT : 0005101904

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2023 dans l'établissement PROCTER et GAMBLE AMIENS implanté Z.I. Nord Rue André Durouchez BP 90045 80082 Amiens. L'inspection a été annoncée le 26/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Initialement programmée fin 2022, cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la déclinaison du plan pluriannuel de contrôles 2022 de la DREAL Hauts-de-France (report au 17 janvier 2023).

La visite porte sur le contrôle de la gestion de la sous-traitance par l'exploitant du site PROCTER and Gamble, pour son site d'Amiens.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROCTER et GAMBLE AMIENS
- Z.I. Nord Rue André Durouchez BP 90045 80082 Amiens
- Code AIOT : 0005101904
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société PROCTER & GAMBLE exploite des installations de fabrication de produits lessiviels dans la zone industrielle d'Amiens Nord sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2022 fixant les prescriptions spécifiques applicables à l'établissement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action Nationale 2022: système de gestion de la sécurité -> gestion de la sous-traitance

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	05) Gestion des Permis de feu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
12	12) Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	01) Organisation générale pour la sous-traitance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
2	02) Orga interventions sous-traitées (2)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article I.3	/	Sans Objet
3	03) Orga : préparation d'une intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
4	04) Orga : prépa d'une intervention (2)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
6	06) Orga: Suivi d'une intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3		Sans objet
7	07) Orga : Suivi d'une intervention (2)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
8	08) Orga : Intervention sur une MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
9	10) Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
10	12) Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant ne respecte pas les attendus réglementaires en matière de gestion de la sous-traitance, en particulier sous l'angle de la société ALPLA. Il s'agit d'une société interne au site et fabricant des manchons des produits lessiviels, qui n'est pas intégrée à la gestion de la sous-traitance PROCTER and Gamble. Actuellement, PROCTER and Gamble n'est pas en mesure de présenter l'organisation mise en place au sein de cette société, concernant ces aspects. L'exploitant de l'ensemble du site étant PROCTER and Gamble, une coordination et une gestion commune doit être mise en place.

### **2-4) Fiches de constats**

<b>N° 1 : 01) Organisation générale pour la sous-traitance</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS – Organisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant fait appel à la sous-traitance pour toutes les missions liées à un site industriel (BTP excavation/feu/milieu confiné /Électricité automatisme chaudronnerie calorifugeur / sécurité / maintenance / y compris le ménage / etc).</p> <p>Il dispose également d'activités sous-traitées à demeure sur le site (Société ALPLA) qui intervient dans le process de fabrication du site PROCTER and Gamble. Ce sous-traitant est le fabricant des manchons de bouteilles des produits lessiviels.</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure locale intitulée process d'intégration d'entreprises extérieures procédure indépendante par rapport au manuel SGS.</p> <p>La procédure prévoit les étapes principales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- process de sélection de l'entreprise extérieure,</li> <li>- validation de l'entreprise et du personnel intervenant,</li> <li>- commande pour l'intervention,</li> <li>- plan de prévention écrit,</li> <li>- Mode opératoire spécifique / analyse de risques,</li> <li>- Permis de travail,</li> <li>- évaluation fin de chantier.</li> </ul> <p>Cette procédure prévoit également les actions côté exploitant (P&amp;G) à suivre en fonction de ces différentes étapes.</p> <p>Il existe différents types d'entreprises extérieures dont certaines à demeure sur site : voir point de contrôle n°2.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<p><b>Observation:</b>  <b>Observation n°1: la procédure fournie dispose d'une pagination erronée.</b>  <b>Observation n°2: la procédure fournie doit être intégrée au système documentaire du système de gestion de la sécurité du site. Actuellement, celle-ci est totalement indépendante.</b></p>
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 2 : 02) Orga interventions sous-traitées (2)</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS – Organisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un portefeuille de sociétés externes important (plus de 300 entreprises) référencées dans une base interne. Elles interviennent dans tous les domaines techniques ou de nécessité pour l'entreprise.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Observations:</b> <b>Observation n°3 :</b> le mode opératoire et l'analyse de risques ne sont actuellement pas reliés à la procédure (gestion de la sous-traitance). Il conviendrait de les relier. <b>Observation n°4 :</b> en page 13 d'un PDP, on n'identifie pas clairement le checking des docs obligatoires.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 3 : 03) Orga : préparation d'une intervention</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS – Organisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Pour le recours aux sous-traitants, l'exploitant rédige localement son cahier des charges et la partie commerciale est assurée par un service interne au groupe basé en Europe. Localement, le site effectue ses choix et renvoie ses propositions vers ce service commercial dédié.  L'ensemble du cahier des charges est rédigé en amont de la sélection d'un sous-traitant.  Les exigences pour les prestations sont une certification MASE ou un équivalent, les formulaires des habilitations N1/N2 ou très rarement une dérogation encadrée par la responsable HSE du site.  Lors de l'inspection du 17 janvier 2023, l'inspection des installations classées a vérifié ces données par sondage sur un cas réel, exemple pris sur PDP n°2281/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 4 : 04) Orga : prépa d'une intervention (2)</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS – Organisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Pour la préparation de l'intervention, une pré-visite terrain avec le sous-traitant est effectuée systématiquement et une autorisation de travail est délivrée, si nécessaire avec des permis spécifiques (exemple permis feu).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 5 : 05) Gestion des Permis de feu</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Le permis feu est un permis spécifique, document articulé par la procédure SOP SGS HSE 203 et délivré pour une période limitée, maximale de 10 heures.  La procédure prévoit les différentes périodes pour la réalisation de points chauds (semaine ou week-end). L'exploitant prévoit des mesures de surveillance après la fin de l'opération ayant nécessité la mise en œuvre d'un point chaud.
<b>Non-conformité n°1: la gestion des permis feu délivrés sur le périmètre de la société ALPLA n'est pas connue de l'exploitant Procter&amp;Gamble.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescriptions

<b>N° 6 : 06) Orga : Suivi d'une intervention</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> A l'arrivée sur site, tout intervenant réalise l'accueil sécurité, il y a un protocole de vérification des autorisations et des formations avant la délivrance du badge.  Le mode opératoire et le permis d'intervention sont signés.  Une réunion de démarrage de l'intervention est organisée.  Pendant l'opération, l'exploitant peut réaliser des audits par sondage.
<b>Observations:</b> <b>Observation n°5 :</b> Sur place, la page 6 du plan de prévention (N°2281/2022) constituant l'émargement de compréhension du plan de prévention du personnel de chaque entreprise n'est pas la même que celle présentée à l'inspection en salle, des intervenants ont été ajoutés (Nicolas Lambert et Thibault Letocard). Les différents permis ont été vérifiés (permis confiné) et les certificats N1/N2 des intervenants également. A l'issue de l'inspection, l'exploitant devra analyser les causes de cette modification documentaire non tracée au niveau HSE.  <b>Observation n°6 :</b> Sur place, les documents sont lisibles et exposés aux conditions météo (pluie notamment) malgré des pochettes prévues. L'archivage de ces données apparaît difficile et dégradé in fine. L'exploitant envisage un processus informatisé, sur l'ensemble du dispositif présenté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>N° 7 : 07) Orga : Suivi d'une intervention (2)</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> La phase fin de chantier prévoit un visa sécurité sur la partie sécurité (exemple, serrage de boulons, vérification de la pression dans une tuyauterie).  Sur les permis spécifiques, ils sont clôturés officiellement et se traduisent par certaines vérifications spécifiques (exemple permis feu, vérification 60 minutes après l'intervention et 60 minutes supplémentaires si nécessaire).  L'évaluation de l'entreprise se fait via la qualité de l'intervention de manière générale, soit via le visa sécurité, soit par expérience du responsable projet. Divers points sont analysés à cette occasion (respect des procédures, qualité du travail réalisé, gestion des EPI).  Le prestataire est tenu informé de cette évaluation lors de la réception des travaux ou mensuellement pour les intervenants réguliers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 8 : 08) Orga : Intervention sur une MMR</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de protocole spécifique dès lors que l'intervention est prévue sur une MMR. L'exploitant reste pour autant d'autant plus vigilant à l'occasion de l'analyse de risques établie en amont pour identifier du maintien ou non de la MMR durant l'intervention.
<b>Observations:</b> <b>Observation n°7 :</b> l'annexe 2 du document SGS intitulé Liste des MMR et des Contrôles ne présente pas toutes les MMR actées à l'annexe 1 de l'AP du site (exemple l'EAI). Mais par contre, on retrouve ces données dans le fichier Suivi des MMR. L'exploitant procédera à la modification de son document SGS afin de disposer d'un système documentaire homogène.
<b>Observation n°8 :</b> concernant les MMRi, l'exploitant vérifiera que sa fiche de vie présente l'ensemble des mesures compensatoires prévues en cas d'inhibition.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 9 : 10) Gestion des situations d'urgence</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li> <li>- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La conduite à tenir pour la société extérieure en cas de départ de feu par exemple, est de pouvoir utiliser ses propres moyens (de type extincteur) de manière immédiate et de signaler l'évènement. En cas de non maîtrise, une alarme est déclenchée et le POI monte en puissance.</p> <p>L'inspection a réalisé un focus sur les dispositions prévues au sein de la société ALPLA pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>En cas d'urgence, les personnels ALPLA ont les mêmes consignes que le personnel P&amp;G (même schéma d'alerte). En cas de déclenchement de POI, P&amp;G prend la main sur la gestion de crise, la direction ALPLA est en coordination en cellule de crise. Les ordres seraient donnés P&amp;G et exécutés par ALPLA.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

  

<b>N° 10 : 12) Formation des entreprises extérieures</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation / documentation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La formation des entreprises extérieures est assurée via un accueil sécurité complet sanctionné d'un QUIZZ. Le recyclage est annuel et obligatoire lors d'une première entrée sur le site.</p> <p>Les données sont traçées au sein d'une base de données interne au site.</p>
<b>Non-conformité n°2: Aucune visibilité sur le personnel des entreprise extérieures intervenant sur le site, pour la société ALPLA, sous-traitant présent à demeure sur site.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescriptions